

REPENSER LA SOCIOLOGIE DU JOURNALISME

Les stratégies de la source d'information
et les limites du média-centrisme

Philip SCHLESINGER

Titre original : *"Rethinking the sociology of Journalism Source strategies and the limits of media centrism"*
paru in *"Public communication the new imperatives"*, sous la dir de Margorie FERGUSSON, Sage, 1990,
chapitre IV, 2^e partie

© Philip SCHLESINGER, 1990
© Réseau n° 51 CNFT - 1992 pour le texte français

Ce texte a pour origine une recherche sur « La Criminalité, la loi, la justice et les médias », financée par le Conseil pour la recherche économique et sociale du Royaume-Uni (Economic and Social Research Council - ESRC) dans le cadre de ses travaux concernant « La Criminalité et la justice pénale », référence E0625 0013. Avant d'être le sujet d'un atelier de l'ESRC de Cambridge, le texte avait été présenté, sous de premières versions, à la réunion annuelle de la section « N » (Sociologie) de l'Association britannique pour le développement de la science (British Association for the Advancement of Science) qui a eu lieu à la Queen's University de Belfast en août 1987 et à une réunion de l'Association des médias d'Irlande (Media Association of Ireland), à l'University College de Dublin en mars 1988. Je suis reconnaissant vis-à-vis des présidents respectifs de ces réunions, John Eldridge et Richard Pine, qui m'ont invité à venir parler, ainsi que vis-à-vis des participants, qui m'ont fait de nombreuses remarques utiles. Mes remerciements s'adressent à mes interlocuteurs habituels, Howard Tumber et Graham Murdock,

pour leurs suggestions et encouragements de valeur et aussi à Marjorie Ferguson et à Lee Sigal, pour leurs critiques constructives de l'ébauche précédente.

Malgré un travail productif portant sur deux décennies, la sociologie des médias n'a pas accordé suffisamment d'attention aux relations entre les médias et les sources d'information. Nous examinerons ici les théories orthodoxes les plus courantes de la sociologie du journalisme, en indiquant comment il serait possible d'aller plus loin. Ce que nous mettons en cause, c'est le média-centrisme excessif d'une grande partie des travaux existants (1).

Mon principal objectif est de mettre en lumière les retombées d'une lacune majeure dans les textes traitant du sujet, à savoir l'absence d'une réflexion sur les relations sources-médias du point de vue des sources elles-mêmes. Je m'efforce ensuite d'établir un modèle pour une investigation sociologique rigoureuse sur ce thème.

Ça et là, la sociologie des sources d'information a déjà été présentée comme un sujet de première importance. Ainsi, Herbert Gans, dans son étude très intéressante sur les structures de l'information aux États-Unis, écrit-il :

« Mes observations concernant le pouvoir détenu par les sources d'information donnent à penser que l'étude de ces sources a, jusqu'à présent, été beaucoup trop négligée par les spécialistes de l'information. Pour acquérir une vision globale de l'information, les chercheurs devraient enquêter sur les sources en tant qu'acteurs et en tant que représentants de groupes, organisés ou pas, au nom desquels elles agissent et s'expriment, et donc en tant que détenteurs de pouvoir. Avant toute chose, il faudrait qu'ils découvrent quels types de groupes créent une source d'information ou le deviennent eux-mêmes, et suivant quelle chronologie, quels intérêts les poussent à devenir

(1) La nécessité d'un tel exercice est apparue clairement lors de l'étude d'un large éventail d'acteurs qui entrent en compétition dans le domaine de la justice pénale et, en particulier, lors de l'examen de leur façon de s'organiser en fonction d'un impact désiré sur les médias. L'inaptitude de la sociologie actuelle à traiter ces aspects m'a, de plus en plus, forcé à réfléchir au-delà des paradigmes existants.

objets d'information ou à s'y opposer. Des études parallèles devraient être menées sur les groupes qui ne parviennent pas à se faire entendre et sur les raisons de cet état de fait. Autre question sur laquelle les chercheurs auraient à se pencher : pour chacun des groupes représentés par une source d'information ou devenus eux-mêmes une source, quelles conséquences sur leur puissance, leurs intérêts et leurs opérations futures a le fait de réussir ou d'échouer à se faire entendre » (2) (3)

Gans lui-même a prudemment cantonné ce projet de travail ambitieux dans une note en bas de page. Même si, durant les dernières années, certains de ces thèmes ont été abordés par bribes, il faut aujourd'hui donner une forme et un programme définis à cette orientation de la recherche. A l'heure actuelle, mise à part l'étude des champs institutionnels et discursifs de la criminalité, du droit et de la justice à l'origine de la réflexion présente, le travail effectué en 1989 au Canada par Richard V. Ericson et ses collaborateurs est le seul, à ma connaissance, à poser, selon des axes similaires aux nôtres, la question du pouvoir des sources d'information.

Lorsqu'on se lance dans l'analyse des stratégies et des tactiques utilisées par ceux qui tentent d'attirer l'attention des médias, quand on s'interroge sur leur perception de la concurrence dans le secteur où ils cherchent à exercer une influence, dès qu'on enquête sur les ressources financières dont ils disposent et le contexte organisationnel qui est le leur, quand on s'interroge enfin sur leurs buts et leur conception de l'efficacité, on est amené à découvrir notre énorme ignorance dans ces domaines, et cela malgré l'indéniable apport des études consacrées à la production.

Cette méconnaissance est en partie due au fait que la sociologie des médias a eu pour principal – mais certainement pas unique – centre d'intérêt la manière dont

les organismes de médias, et notamment ceux qui diffusent les nouvelles, utilisent les sources d'information (un terme qu'il faut entendre dans son acception la plus large afin d'y intégrer, par exemple, la désinformation ou les « économies sur la vérité »). En un mot, comme je l'explique ci-après, la sociologie des médias s'est montrée excessivement média-centrique. Il nous faut analyser les avantages et les inconvénients de cet état de choses. Comme l'indiquent Ericson et ses collaborateurs en conclusion de leur étude récente sur les organismes d'information au Canada :

« Quand elle se fonde sur ce qui se passe à l'intérieur de la salle de rédaction (), la recherche () a tendance à décrire le pouvoir des médias comme virtuellement illimité. Quand elle enquête sur les organismes qui alimentent l'actualité (), la recherche () ajuste cette vision. Les journalistes se heurtent aux barrières de sources d'information puissantes, mettant en œuvre des stratégies pour alternativement éviter de divulguer l'information ou pour créer l'événement. Les médias journalistiques sont une institution hermétiquement close à la plupart des citoyens et représentent une force importante dans la société, mais un petit nombre de sources d'information peuvent venir y fureter et sont en mesure de parfois exploiter ce pouvoir à leur avantage » (1987, p. 364)

Au cœur de l'étude des sources d'information se trouve la question clé des relations entre les médias et le pouvoir politique ou idéologique exercé notamment, même si elles n'en ont pas l'exclusivité, par les principales institutions sociales. Celles-ci s'efforcent de définir et de diriger le flux des informations dans un domaine contesté du discours. En se lançant dans cette étude, on doit évidemment s'intéresser d'emblée aux organismes publics, ainsi qu'à la manière dont ils luttent entre eux comme avec d'autres sources d'informa-

(2) Dans une correspondance personnelle en réponse au texte présent, Herbert Gans écrit : « Mettre en relief le rôle des sources d'information est le meilleur moyen, ou peut-être le seul, de relier l'étude du journalisme à l'ensemble de la société » (22 juillet 1988)

(3) GANS, 1979

tion plus ou moins institutionnalisées. Toute sociologie de la gestion de l'information – un secteur qui est assurément essentiel au fonctionnement de la « société de l'information » – doit prendre en juste compte l'apport de la sociologie du journalisme concernant la nature et l'étendue du pouvoir des sources d'information.

On pourrait croire, à tort, qu'à partir du moment où on se pose des questions à propos des sources non officielles d'information, on va d'une certaine manière à l'encontre de la notion de domination dans l'exercice du pouvoir des médias, que l'on adhère à une conception pluraliste de l'organisation sociale. Cette lecture n'est défendable que dans le cadre d'une compréhension simpliste du débat qui mettrait en opposition deux conceptions : celle d'une domination sur les médias et celle d'un pluralisme d'accès.

John Westergaard, qui adhère effectivement à ce type de vision étroitement dichotomique, choisit de croire que certaines manières de poser les questions sont exclusivement pluralistes.

« En ce qui concerne sa méthodologie et sa conception sous-jacente du phénomène de pouvoir, le modèle pluraliste adopte une approche résolument "béhavioriste". Le pouvoir, est-il affirmé, est manifeste dans l'issue d'une rivalité et d'un conflit actifs entre des groupes et des individus ennemis. Le lieu du pouvoir à un instant donné peut, et peut seulement, être établi en fonction des résultats visibles d'une lutte ouverte visant à acquérir de l'influence dans la prise de décision () Le pouvoir est défini en référence à des activités qui peuvent être méthodiquement observées. Mais (), en fait, seule une fraction de la réalité du pouvoir est ainsi observable. De cette conception du pouvoir est exclue la forme de puissance qui agit sans qu'une pression active soit exercée (de manière ouverte ou dissimulée), car cette puissance n'est pas confrontée à une opposition active » (4)

Il n'est certainement pas faux de dire

qu'une conception purement empirique manque de la finesse nécessaire pour évaluer les « aspects cachés du pouvoir » et qu'elle risque de ne pas prendre en compte les contraintes plus vastes qui influent sur la lutte. Mais c'est tout autre chose que de récuser totalement la valeur potentielle de la connaissance empirique acquise grâce à l'observation. À partir de là, s'interroger sur la lutte de sources non dominantes pour gagner une place à l'intérieur des médias revient à poser une question « pluraliste ». Même si ce sont des pluralistes avérés comme Gans (1979) ou Blumler et Gurevitch (1977, 1986) qui ont témoigné de l'intérêt pour ce genre de choses, il n'y a pas de raison pour que des questions de cet ordre ne soient pas posées à l'intérieur même d'une théorie de la domination, avec pour effet bénéfique d'élargir le champ explicatif de cette dernière.

Tel n'a pas été le cas, car la recherche dans ce secteur a trop souvent suivi une logique inutile d'exclusion, avec deux paradigmes fermés et concurrents du genre suivant :

« Les pluralistes voient la société comme un ensemble de groupes et d'intérêts qui s'opposent et où aucun n'est prédominant de manière permanente () Les marxistes considèrent la société capitaliste comme un système de domination de classe : les médias seraient l'une des composantes de l'arène idéologique dans laquelle s'affrontent les conceptions de différentes classes sociales, avec pour contexte global la domination de certaines classes, le contrôle ultime revenant de plus en plus fréquemment au capital des monopoles » (Gurevitch et alii, 1982, p. 1)

Cependant, comme le disent les auteurs de ces définitions eux-mêmes, leurs visées pédagogiques les ont amenés à simplifier les choses à l'excès. Denis McQuail, qui reprend très largement les mêmes termes (5), constate également la nécessité d'une telle polarisation pour les besoins de l'analyse. Mais il souligne que « les deux

(4) WESTERGAARD, 1977, pp. 98-99

(5) MACQUAIL, 1987, pp. 58-59 et 85-87

modèles sont typiquement idéalistes car ils accentuent et exagèrent certaines caractéristiques des médias, il serait à coup sûr possible de présenter des modèles intermédiaires dans lesquels on trouverait regroupées les caractéristiques de chacun d'eux, comme cela se produit très certainement dans la réalité » (6)

Il semble en effet que soit de plus en plus acceptée l'idée selon laquelle les découvertes empiriques du marxisme et du pluralisme « ne sont pas aussi éloignées qu'on le suppose habituellement, elles convergent sur la nature et le degré de pouvoir qui peuvent être attribués aux médias, même si elles l'expriment dans des termes différents » (7) Curran et ses collaborateurs ont également raison de souligner que, bien que les marxistes et les pluralistes partagent un même intérêt « pour l'interaction entre les professionnels des médias et leurs "sources" dans les organismes politiques et publics », il s'avère que dans l'analyse « du processus de production des médias (), des interprétations concurrentes sont proposées, et cela même si la preuve avancée par chacun des camps est identique » (1982, pp 20-21)

Je soutiens pourtant qu'en ce qui concerne l'analyse du fonctionnement des sources d'information ces approches concurrentes se sont montrées jusqu'à présent également média-centriques. On peut s'en rendre compte en considérant deux démarches principales : le concept structuraliste de « première définition », et la sociologie empirique du journalisme. Après une évaluation critique, je suggérerai quelques mesures nécessaires pour mettre au point un modèle d'étude analytique des sources d'information

Les « premiers définisseurs » · la conception structuraliste des sources

L'analyse donnée par Stuart Hall et ses collaborateurs dans *Policing the Crisis* (8) a été un point de départ important du récent débat sur le pouvoir des sources d'information. Cette étude posait entre autres la question de la construction de l'idéologie dans une société capitaliste où les pratiques sociales-démocrates sont en voie d'érosion et où se développe une forme d'Etat « exceptionnelle ». Hall a continué à s'intéresser à ce thème dans son ouvrage suivant, qui porte sur le « thatchérisme ». Une part importante de *Policing the Crisis* est consacrée à l'analyse de la « production sociale de nouvelles », et fait appel aux précédentes études de Hall sur le fonctionnement des médias.

Pour mes objectifs actuels, je me concentrerai sur la manière dont le rôle des sources est cerné grâce au concept de « premiers définisseurs », qui se trouve souvent employé dans un esprit d'émulation, mais en oubliant tout sens critique et sans vraiment tenir compte de ses failles profondes. L'analyse de Hall et de ses collaborateurs illustre bien l'aveuglement que peut entraîner, sur des points essentiels, le fait d'adhérer à la théorie de la domination. Dans *Policing the Crisis*, la vision du rôle social des médias est partie intégrante d'une théorie du pouvoir idéologique tirée de la conception qu'avait Gramsci de la lutte pour l'hégémonie entre les classes dominantes et les classes opprimées de la société capitaliste. Selon Hall « C'est cette relation structurée – entre les médias et leurs [sic] sources "puissantes" – qui commence à révéler la question négligée du rôle idéologique des médias. C'est elle,

(6) *Ibid*, p 85

(7) GUREVITCH et alii, 1982, p 7. La réappréciation du pluralisme s'étend bien au-delà des objectifs de notre texte et le manque de place nous empêche de poursuivre la discussion sur ce sujet. Cf., cependant, Crouch (1983) pour se faire une idée des positions du débat en cours et Hirst (1987) pour une relecture pénétrante de quelques écrits classiques.

(8) HALL et alii, 1978

la première, qui fournit une substance et une spécificité à la proposition fondamentale de Max selon laquelle à n'importe qu'elle époque, les idées qui prédominent sont les idées de la classe au pouvoir » (9) (Souligné par l'auteur)

Hall et ses collaborateurs avancent que les comptes rendus des médias s'appuient sur les déclarations « objectives » et « faisant autorité » de sources « autorisées ». Ces sources sont les représentants des principales institutions sociales, et celles-ci sont « autorisées » « à cause de leur pouvoir institutionnel et de leur position, mais aussi en raison de leur "statut représentatif" ou bien elles représentent "la population" (les députés, les ministres, etc.), ou bien des groupes d'intérêt organisés (la Fédération des syndicats britanniques et le Conseil du patronat sont désormais considérés comme tels) Une dernière "source autorisée" est l'"expert" sa vocation – la recherche "désintéressée" du savoir –, et non sa position ou sa représentativité, confère à ses affirmations leur "objectivité" et leur "autorité" Bizarrement, les règles qui visent à préserver l'impartialité des médias, et qui sont nées de la recherche d'une plus grande neutralité professionnelle, contribuent aussi fortement à orienter les médias vers les "définitions de la réalité sociale" que leur fournissent les "sources autorisées" – les porte-parole de l'institution (10)

L'argumentation porte ensuite sur le fait que les médias ouvrent leur porte à ceux qui jouissent d'une « accréditation » Cette possibilité n'est offerte qu'à certains groupes sociaux qui bénéficient du statut

spécial de sources d'information en vertu de leur pouvoir institutionnel, de leur position de représentants ou de leur titre d'expert Leur conception des méthodes professionnelles permettant d'établir la crédibilité des sources conduit les médias à se tourner de façon structurelle vers des sources puissantes et privilégiées qui deviennent "sur-introduites" auprès d'eux

« La préférence structurelle accordée, dans les médias, aux opinions des puissants a pour résultat que ces "porte-parole" deviennent ce que nous appelons les premiers définisseurs des thèmes () Les définisseurs institutionnels peuvent ainsi établir la définition initiale ou l'interprétation primitive du thème concerné Cette interprétation restera "aux commandes" dans tout le traitement ultérieur du sujet, et c'est elle qui constituera les balises de référence autour desquelles tournera toute la couverture du débat Les arguments contre une première interprétation devront nécessairement se glisser dans sa définition de "ce qui est en jeu" ils seront contraints d'adopter pour point de départ le cadre qu'elle a créé » (11)

Voilà certainement un argument très puissant (12) Si on le prend au pied de la lettre, il signifie que la structure d'accès offre obligatoirement des avantages stratégiques aux « premiers définisseurs », non pas seulement au départ, mais aussi durant toute la durée du débat ou de la controverse Il veut également dire que les contre-définitions ne peuvent jamais supplanter la première définition, qui domine de manière conséquente La « première définition » implique donc une préémi-

(9) HALL, 1978, p 59

(10) *Ibid*, p 58

(11) *Ibid*, p 58

(12) Hall n'y a pas apporté de modification pendant près d'une décennie Dans l'essai d'introduction à une collection critique visant à fournir une "compréhension adéquate" du pouvoir des médias aux consommateurs qui se trouvent au bout de la chaîne, il a développé le même argument en des termes moins spécialisés et donc plus révélateurs

« Certaines choses, certaines personnes, certains événements, certaines relations parviennent *toujours* à être représentés : ils sont toujours sur le devant de la scène, toujours en position de définir, d'établir le programme, de décider des termes de la conversation D'autres sont quelquefois rereprésentés – mais toujours en réponse à une question dont les bases et les termes ont été définis ailleurs jamais à une place "centrale" que par leur absence éloquente, leurs silences : ou réfléchis par les coups d'œil ou la contemplation d'autrui »

Même si Hall continue à nier que l'on puisse s'interroger sur la nature monolithique du système médiatique, il est difficile de résister à la tentation

nence à la fois temporelle et idéologique

Ces assertions prêtent le flanc à diverses critiques. Tout d'abord, la notion de « première définition » est plus problématique qu'on pourrait le croire. La description générale qui en est faite ci-dessus ne tient pas compte des luttes entre les sources officielles pour tenter d'influer sur la présentation du sujet. Dans le cas de disputes, par exemple, entre les membres d'un même gouvernement sur une question politique importante, qui est le premier définisseur ? Peut-on dire alors – et cela irait à l'encontre de la logique du concept – qu'il y en a plus d'un ?

Deuxièmement, la formulation de Hall et de ses collaborateurs ne prend pas en considération l'habitude bien établie selon laquelle les sources officielles essaient souvent de faire passer leur version des faits par des porte-parole officieux. Dans ce cas, les premiers définisseurs n'apparaissent pas directement, sous une forme claire et identifiable. Cette lacune est manifestement une conséquence de la méthode employée, c'est-à-dire l'utilisation des journaux en tant que données brutes, sans examen des processus de production qui se situent en amont du produit fini.

Un troisième point concerne le tracé des limites de la « première définition ». Sont-elles mobiles et, si c'est le cas, pourquoi ? L'exemple de Hall fait référence aux députés et aux ministres. La première définition est vraisemblablement prévue pour inclure toutes les voix consensuellement considérées comme « représentatives ». Mais, manifestement, la structure de l'accession aux médias est biaisée même si l'on s'en tient aux termes de Hall, puisque certains membres de la classe politique ont, selon le moment, beaucoup plus de facilité d'accès que d'autres. Tous ces personnages « représentatifs » ne peuvent donc pas non plus être considérés comme bénéficiant d'une égale possibilité d'accès aux médias. Or, malheureusement, la formulation de Hall concernant la première définition n'apporte aucun élément

permettant d'aborder les inégalités existant au sein même du groupe des personnes privilégiées.

Quatrièmement, n'est pas traitée la question des changements à plus long terme de la structure de l'accès aux médias. A la fin des années 70, il paraissait sans doute évident de parler de la Fédération des syndicats britanniques et du Conseil du patronat comme de voix institutionnelles essentielles. Mais avec la disparition du corporatisme au cours des gouvernements successifs de Mme Thatcher, ces voix (notamment celle de la Fédération, mais c'est vrai aussi pour le Conseil) ont peu à peu perdu de leur importance et ont été d'abord remplacées par la voix du monétarisme, puis par celle de la privatisation. Le modèle structuraliste est atemporel, car il sous-entend la présence permanente de certaines forces dans la structure du pouvoir. Mais lorsque celles-ci se trouvent supplantées par de nouvelles forces, comment expliquer la dynamique qui a présidé à l'émergence de ces dernières ? La notion selon laquelle les « premiers définisseurs » sont simplement « accrédités » à leur place idéologique dominante en vertu d'une situation institutionnelle est à la base même de cette question non résolue.

Hall poursuit en localisant les médias à l'intérieur de la structure du pouvoir.

« Les médias, donc, ne "créent" pas simplement les nouvelles, pas plus qu'ils ne participent à un complot pour transmettre l'idéologie de la "classe dominante". De fait, nous avons suggéré que, dans un sens critique, les médias, souvent, ne sont pas du tout les "premiers définisseurs" des événements de l'actualité, mais leur relation structurée avec le pouvoir a pour effet de leur faire jouer un second rôle essentiel, qui consiste à reproduire les définitions de ceux qui ont un accès privilégié auprès d'eux en tant que "sources autorisées". De ce point de vue, au moment de l'élaboration de l'information, les médias se trouvent dans une position de subordination structurée par rapport

aux premiers définisseurs » (13) (souligné par l'auteur)

Les médias sont donc perçus comme des terrains subordonnés permettant la reproduction du dessein idéologique dominant

Cela nous amène à une cinquième objection qui porte sur le fait que le modèle de reproduction de Hall et de ses collaborateurs traite la question de la relative autonomie des médias par rapport au système politique de manière purement *unidirectionnelle*. Le mouvement des « définitions » part *uniformément* du centre du pouvoir en direction des médias. A l'intérieur de cette logique conceptuelle, il n'y a pas de place pour les cas où les médias prennent l'initiative du processus de définition en *provoquant* les soi-disant premiers définisseurs et en les obligeant à répondre – comme, par exemple, quand le journalisme d'investigation s'occupe de scandales à l'intérieur de l'appareil d'Etat ou quand des dissidents favorisent des fuites qui imposent des réactions officielles non prévues, ou non désirées, ou bien encore quand des accidents se produisent et que certains personnages publics sont pris au dépourvu (cf Moloth et Lester, 1974). Parfois aussi ce sont les médias qui se cristallisent sur certains slogans ou thèmes, et ceux-ci sont repris par les premiers définisseurs parce que cela correspond à leur intérêt (14)

Le postulat d'un mouvement unidirectionnel de la définition touche également le thème controversé de l'effet des médias

« L'attention convergente des médias confère aux questions ainsi placées sous les projecteurs la qualité de sujets du plus haut intérêt pour le public, elles sont généralement bientôt perçues par tout le monde comme les grands sujets d'actualité du jour » Cela fait partie de la fonction de *détermination du contenu du programme* incombant aux médias. La détermination du programme a également un effet de

confirmation de la réalité (), elle replace le langage de la communication quotidienne à *l'intérieur du consensus* (15) (souligné par l'auteur)

Que le premier effet soit invariablement un renforcement du consensus par le biais d'une médiation unidirectionnelle reste une question ouverte. Hall et ses collaborateurs le reconnaissent eux-mêmes explicitement quand ils notent que la tendance à une fermeture idéologique rencontre parfois une contre-tendance qui dépend de « l'existence de sources organisées et articulées qui engendrent des *contre-définitions* de la situation ». L'efficacité de ce phénomène « dépend en partie de la position de la collectivité qui suscite des idéologies et des explications contraires représente-t-elle ou non une force de contradiction efficace dans la société ? Constitue-t-elle une majorité organisée ou bien une minorité conséquente ? Possède-t-elle d'emblée un certain degré de légitimité à l'intérieur du système, ou bien est-elle en mesure de l'acquérir en se battant ? (16)

Si l'on en croit la théorie de la première définition, le champ des contre-définitions est étroitement limité, puisque les voix divergentes (telles que celles des porte-parole officiels des syndicats, dans l'exemple suggéré) « doivent utiliser, dans leur réponse, les mêmes *termes* que ceux préalablement établis par les premiers définisseurs et par les définitions mises en avant » (17). J'ai parlé plus haut de l'affirmation de la nécessaire prééminence temporelle qui se trouve incluse dans cette formule. Celle-ci exclut aussi toute *négociation* préalable à la création de ces premières définitions. De plus, l'exemple cité fait ressortir une autre faiblesse conceptuelle, puisque la notion de « première définition » se modifie ici de manière importante. Dans la formulation citée tout à l'heure, les porte-parole des syndicats apparaissent comme des premiers définis-

(14) ELLIOT et SCHLESINGER, 1980

(15) HALL, 1978, p 62

(16) *Ibid* p64

(17) *Ibid*, p82

(18) MOLOTCH et LESTER, pp 104-105, 1974

seurs, désormais, ils sont classés parmi les « porte-paroles divergents » ou les simples « définisseurs ». Ce changement révèle un redoutable amalgame entre, premièrement, l'utilisation par les médias des sources officielles ou quasi officielles habituellement privilégiées et, deuxièmement, un processus de définition primitive conçu comme une prise de pouvoir effective sur le programme, ces phénomènes ne sont pas identiques (18)

Dans le modèle fourni par Hall et ses collaborateurs, les premières définitions sont maîtresses du champ et produisent l'effet idéologique dominant. Même si cette conception offre l'occasion d'une critique cohérente de différents types de pluralisme, y adhérer de manière inconditionnelle suppose d'en payer le prix. En effet, l'approche structuraliste manque notoirement de curiosité concernant les processus par lesquels les sources d'information s'engagent dans un conflit idéologique *préalablement ou bien parallèlement à l'apparition des définitions dans les médias*. Cette omission exclut du même coup toute possibilité de s'interroger sur la manière dont le combat ayant pour enjeu les définitions sévit à l'intérieur même des institutions et des organisations auxquelles les médias font écho, ainsi que sur les stratégies concrètement mises en œuvre par les acteurs de ces institutions et organisations quand ils se disputent l'espace médiatique.

De plus, on peut démontrer que, pour les points de vue « divergents », les modalités d'accès aux médias sont différentes selon qu'il s'agit de la presse ou de la télévision, et qu'en fait elles diffèrent aussi d'un journal à l'autre. Hall tend à réduire tout cela à une variation sur un même thème. Aucun cadre analytique n'est fourni qui nous permettrait d'apprécier l'angle d'ouverture potentielle offert par les différentes entreprises médiatiques ou les différentes formes de production, et nous aiderait à évaluer les moyens qu'elles sont susceptibles de mettre à la disposition de points de vue divergents (19)

L'ensemble de l'approche de l'activité des sources d'information non conformistes n'est fondé sur aucune analyse de leur pratique et de leurs objectifs, il est simplement déduit d'un examen du contenu des journaux. C'est une chose que de dénoncer la politique d'exclusion, en analyser la dynamique est tout autre chose.

Même si l'approche de Hall ne parvient manifestement pas à triompher de plusieurs difficultés conceptuelles, il semble tout à fait justifié de dire que la pratique journalistique favorise *généralement* les intérêts des sources faisant autorité, notamment celles qui se situent à l'intérieur de l'appareil gouvernemental et étatique. Telle est la découverte essentielle d'une grande partie de la sociologie contemporaine du journalisme, et nous en parlerons plus loin. Cependant, la conception qu'a Hall de la « première définition », qui règle la question du pouvoir de la source à partir d'assertions structuralistes, exclut toute possibilité de s'interroger sur les dynamiques de contestation dans un champ donné du discours. Bien qu'elle ait l'avantage d'attirer notre attention sur le pouvoir de définition, elle ne fournit aucun parti sociologique concernant les stratégies utilisées par les acteurs politiques pour obtenir ce pouvoir. Ils ne sont pas censés avoir besoin de recourir à des stratégies puisque, par la grâce même de leur position structurelle, l'accès aux sources d'information leur est garanti. Ce modèle étant muet sur la question de la compétition entre les sources d'information, celles qui se trouvent reléguées en bloc dans la catégorie des sources « divergentes » apparaissent comme virtuellement dépourvues de tout intérêt. Mais, comme nous allons le voir, la recherche empirique montre que leurs points de vue et leurs arguments peuvent être intégrés en amont de ce que l'on appelle « les définitions des premiers définisseurs », ce qui modifie leur nature et montre aussi que les barrières entre les sources d'information ne sont pas toujours aussi

(19) SCHLESINGER *et alii*, 1983

étanches que voudrait le faire croire la théorie du cercle magique de la primauté

La sociologie empirique du journalisme

L'étude empirique de la production de l'information est sans doute le secteur le plus élaboré de la sociologie des médias. Mais, alors que les concepts de base de l'approche structuraliste des sources d'information ont été entièrement définis à l'intérieur du cadre de la théorie du capitalisme contemporain, les représentants de la recherche empirique sur le journalisme se sont eux efforcés, au cours des deux dernières décennies, de faire évoluer la théorie sur les sources de manière plus appropriée, sans jamais perdre de vue les objectifs spécifiques des études entreprises. Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'une des prises de position les plus riches à propos d'un programme de travail figure de fait, bien que sous forme d'une simple note en bas de page, dans un très important ouvrage de la recherche empirique. Une évaluation critique doit donc procéder différemment dans ce cas et, au lieu d'exposer de manière détaillée une position donnée, je présenterai un tableau synoptique des différentes tendances existantes.

Disons tout d'abord que la plupart des études analysent l'action des sources officielles appartenant au gouvernement ou à l'administration, et qu'elles tombent largement d'accord sur le fait que celles-ci, en interagissant avec le processus de production de l'information, jouent un rôle crucial dans la formation et la définition du programme des médias (20). Très fréquemment, les études sur l'action des sources concentrent leur attention sur un domaine institutionnel précis. En ce qui concerne le système politique, par exemple, les recherches britanniques de Seymour-Ure (1968), Tunstall (1970) ou de Cockerell et ses collaborateurs (1984) se sont focalisées sur le lobby Westminster-

Whitehall, tandis que, aux Etats-Unis, Sigal (1973, 1986) a étudié les relations entre les journalistes et les fonctionnaires de Washington.

Ce schéma d'étude a été également utilisé pour les relations entre les médias et les sources d'information dans des secteurs autres que le journalisme politique. Les Britanniques ont ainsi appliqué le modèle qui privilégie l'observation du phénomène de lobby à différents domaines de l'activité institutionnelle – tout à fait à juste titre d'ailleurs, car cela correspond à la réalité. On trouve donc des études sur les relations entre la police de Londres et les chroniqueurs judiciaires (Chibnall, 1977), entre les journalistes sociaux et le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, entre les médias et la police ou l'armée à propos d'engagements partisans ou de lutte anti-insurrectionnelle (Adams, 1986, Hooper, 1982, Morrison et Tumber, 1988, Schlesinger *et alii*, 1983, Curtis, 1984).

Deuxièmement, bien qu'elle reconnaisse à bon droit le rôle crucial de l'Etat (représenté par les organismes publics et, plus largement, par la classe politique) en tant que principal producteur d'information, la sociologie empirique du journalisme répugne assez largement à faire franchement sienne une notion de première définition. Des conceptions analogues se retrouvent sans aucun doute dans les écrits de cette école, mais, sous la pression de l'analyse détaillée de l'activité des sources d'information, une appréciation plus nuancée des divergences à l'intérieur du camp officiel a eu tendance à s'imposer. La question des points de vue non conformistes (y compris lorsque leur portée idéologique est extrêmement réduite) fait obligatoirement surface et apparaît comme importante, au même titre que l'idée selon laquelle un statut officiel n'assure pas *automatiquement* la crédibilité. Comme le remarque Sigal (21) « La convention selon laquelle certaines sources détiennent une autorité peut

(20) VILLAFANÉ *et alii*, 1987

(21) SIGAL, 1986, p22

constituer pour ces dernières la garantie d'une écoute par les médias, mais non celle d'une "bonne presse" tant que d'autres sources auront le désir et la capacité de s'exprimer devant les journalistes » Donc

« Si les voix gouvernementales, par leur capacité à dominer l'information, parviennent à définir les sujets potentiellement saillants, les voix de l'opposition dessinent les lignes de démarcation qui seront l'enjeu des batailles politiques, et elles aident ainsi à préciser les aboutissements politiquement atteignables. En amplifiant certaines voix et en en faisant taire d'autres, en déformant certains messages et en donnant toute leur valeur et leur portée à d'autres, la presse a un impact sur la nature de l'opposition, et donc sur celle du gouvernement. La presse n'agit pas ainsi toute seule : les groupes disposent de capacités variables pour se faire entendre, ainsi que pour formuler et diriger leurs messages vers le public » (22)

C'est ce dernier point précisément qui se trouve dévalué par le concept de première définition. Il nous faut manifestement établir des hypothèses à propos de l'importance du relatif pluralisme dans la constitution politique (qui se prête à une analyse structurelle de même qu'à une analyse conjoncturelle). Si nous devons prendre au pied de la lettre la notion de domination idéologique hégémonique, cela nous obligerait à choisir entre le pôle du déterminisme d'un côté, et celui de la libre concurrence de l'autre. J'expliquerai plus loin pourquoi ce choix est totalement faussé.

Il est cependant important d'illustrer d'ores et déjà le *simplisme* d'un choix forcé entre de déterminisme et l'autonomie en prenant pour point de départ le travail de Golding et Middleton, construit à partir de prémices théoriques qui empruntent manifestement plus à Hall qu'à Sigal. Golding et Middleton (23) affirment la « monumentale importance de l'appareil

étatique, et notamment du gouvernement et des hauts fonctionnaires au niveau des décisions concernant la quantité, le rythme ainsi que le sens global des informations sur la politique sociale ». Selon eux, l'Etat agit donc comme une « première source de définition ». Cependant, la confrontation empirique avec la réalité de l'activité des sources provoque une prise de conscience de l'importance des sources non officielles, et notamment de celles des groupes de pression, qui « remplissent une double fonction. D'un côté, ils servent d'agence de renseignement capable de révéler l'absence de logique ou les faux-fuyants des versions officielles fournies par l'administration. De l'autre, face aux iniquités de la politique gouvernementale, ils procurent les vigoureuses réactions qui permettent d'« équilibrer un événement » (24).

La sociologie empirique du journalisme (même lorsque ses hypothèses sont largement influencées par le marxisme) intègre la potentialité de déboucher sur une problématique pertinente : celle de l'organisation sociale des sources d'information non officielles et de la manière dont elles parviennent (ou non) à avoir un impact. Comme Gans l'a souligné, ce thème n'a jamais été approfondi, et je soutiens qu'il est nécessaire de s'attacher désormais à sa conceptualisation précise, car il présente, ainsi que nous allons le voir, des points communs avec d'autres secteurs de l'analyse sociale.

Un troisième point concerne la *méthodologie* des études empiriques sur l'action des sources d'information, question qui n'a jusqu'à présent que fort peu intéressé la critique. Dans ce domaine, on trouve deux types d'approches : l'une est interne, l'autre externe. Bien qu'elles ne s'excluent pas mutuellement, le fait de les traiter comme des alternatives distinctes permet de dégager leurs logiques spécifiques.

Les partisans de la méthode *interne* construisent leur analyse du comportement

(22) *Ibid*, p37

(23) GOLDING et MIDDLETON, 1982, p 121

(24) *Ibid*, p 119

des sources soit en interprétant leur action à partir de l'examen du contenu des médias, soit en tirant les conclusions de rapports présentés par des professionnels du journalisme concernant les interactions entre leurs sources et eux-mêmes, soit en combinant les deux méthodes. Il n'y a rien d'erroné dans cette approche, mais elle comporte certaines lacunes. Si nous nous limitons au contenu des médias, nous n'apprenons pas grand-chose sur le processus qui a précédé la publication (et c'est bien l'un des défauts de l'analyse proposée par Hall et ses collaborateurs, qui dirige les projecteurs sur la « première définition »). Par ailleurs, si nous nous en tenons aux récits des *journalistes* à propos de leurs relations avec les sources d'information, notre vision se bornera pour l'essentiel au contenu de la stratégie d'information mise en œuvre par le *média*.

L'utilisation d'une approche *externe* peut permettre de dépasser ces limites. Cela implique une analyse détaillée des stratégies et des tactiques utilisées par les sources en direction des médias. Des recherches de ce type ont déjà été réalisées, notamment sous la forme de reconstruction, après coup, de fonctionnements particuliers de la gestion de l'information ou de la censure. Habituellement, cette reconstruction s'appuie sur une synthèse entre les réflexions des journalistes sur l'événement concerné, les révélations de la presse à partir de fuites ou du nettoyage occasionné parmi les personnes impliquées, la publication enfin de documents officiels bien après que l'événement se soit produit. Le temps est d'un grand secours pour les comptes rendus *externes* comprenant une part importante de reconstruction à partir de sources diverses, notamment lorsque le surligneur des archives publiques et l'alimenteur du pilon ont manqué de discernement.

Je considère pour ma part que, tout en utilisant les témoignages internes, nous devons élargir la portée de la recherche externe. Au premier niveau, la méthode pour parvenir à ce résultat est la simplicité

même. Cela implique d'interroger et d'observer ceux qui s'organisent pour avoir une influence sur les énoncés concernant un univers déterminé couvert par les médias. Mon plaidoyer pour cette enquête empirique supplémentaire ne doit cependant pas dissimuler que le chercheur est susceptible de rencontrer les mêmes problèmes d'interprétation et d'incomplétude qu'avec les autres méthodes. En effet, la recherche de l'information se heurte parfois à de sérieuses difficultés. Par exemple, comme Gandy (25) l'a souligné fort justement, la tentative pour reconstruire les stratégies des sources peut rencontrer les barrières du secret. Dans ce cas, il est manifestement nécessaire de recourir aux habituelles méthodes de recherche interne, en utilisant, par exemple, l'analyse de contenu ou l'analyse de réseau. Mais ce qu'il faut retenir pour notre argumentation actuelle est que *toute extension du champ empirique a obligatoirement des effets sur le type de théorie des sources que nous pouvons employer*.

Cela me conduit à mon quatrième point, qui sera de constater que la théorie existante a été, de manière évidente, étroitement rattachée au champ de la recherche empirique. L'utilisation explicite de modèles pour aborder la question des sources est peu répandue. Parmi les rares exemples de ce type, le travail de Jeremy Tunstall sur le lobby de Westminster (1970) et sur les envoyés spéciaux (1971), ou bien l'étude d'Herbert Gans (1979) dont nous avons parlé précédemment. Molotch et Lester (1974) ont par ailleurs tenté de développer une explication significative de l'information en tant que « conduite intentionnelle ».

Dans ses deux études, Tunstall suggère (de manière très lapidaire) que l'on pourrait recourir à une version modifiée de la théorie des échanges.

« L'interaction entre un journaliste et ses sources d'information peut être considérée comme un échange d'information en vue d'une publicité () L'échange entre un journaliste et une source politique

s'effectue à l'intérieur de deux ensembles de normes professionnelles. Du côté du journaliste, les normes professionnelles mettent en avant l'anonymat des sources, l'importance de la confiance réciproque, et la croyance dans le fait que les sources d'information agissent pour leur propre compte. Du côté des politiciens, il existe *vraisemblablement* des normes professionnelles qui conduisent à considérer les journalistes à la fois comme potentiellement utiles et comme potentiellement dangereux, et à estimer que la publicité est une ressource politique d'importance (). La relation est souvent nettement dyadique, une rencontre, en général en face à face, de deux individus – bien qu'elle fasse également partie d'un mode d'échange plus large entre deux groupes, deux professions ou deux organisations » (26) (souligné par moi)

Ce texte suggère donc que nous analysons les rapports sources/médias en termes de confrontation entre deux structures normatives sous-jacentes, enracinées dans les ensembles particuliers de relations entre des individus. Il faut noter que ce qui est dit à propos de l'action des politiciens est exprimé sur le mode putatif. Dans une formulation ultérieure, Tunstall modifie sa position de manière significative en se rapprochant de la notion de champ d'interaction, sans l'atteindre cependant tout à fait, puis recule vers un indéterminisme radical.

« Au niveau organisationnel, un certain nombre d'organismes-sources d'information, qui se font concurrence et collaborent entre eux, affrontent un certain nombre d'organismes d'information, qui, eux aussi, se font concurrence et collaborent entre eux (). L'approvisionnement traditionnel en information () n'est manifestement pas un simple échange entre une source individuelle et un reporter unique. Un élément fortement collectif entre alors en jeu » (27) (souligné par l'auteur)

Ce passage nous conduit clairement vers

la notion de champ structuré, bien que les idées de Tunstall sur le rôle de l'action collective dans la circulation de l'information s'arrêtent une fois de plus aux structures du travail du journaliste. « Les tentatives des sources pour empêcher un rédacteur donné d'accéder à l'information sont globalement inefficaces car ses concurrents-collègues vont vraisemblablement lui venir en aide, et parce que de nouvelles sources d'information sont susceptibles de lui témoigner plus de bienveillance » (28). Peaufinant ses réserves par rapport à la notion d'échange d'informations contre de la publicité, Tunstall remarque qu'elle ne peut pas rendre compte de toutes les variables possibles.

« La plupart des modèles d'échanges suggèrent une interaction structurée, un équilibre, une appréciation précise des intérêts, une transformation progressive des normes du comportement d'échange. Ces modèles ne rendent pas compte de l'instabilité de l'actualité, de la structuration médiocre (ou chaotique) de l'interaction sociale, et surtout du manque de temps pour apprécier soigneusement, graduellement, et en pleine connaissance de cause les positions des différentes parties – un phénomène qui est dû à la rapidité avec laquelle se transforme l'"actualité" » (29)

Cette modification de l'argumentation fait bizarrement écho à l'idéologie professionnelle des journalistes, qui met en avant l'indétermination et l'impossibilité de prévoir, recoupant ainsi l'analyse empirique actuellement disponible. Mais, même s'il sape les bases de son propre modèle, Tunstall pose des questions pertinentes pour l'avenir. « Quels types de contrôle les sources ont-elles sur les journalistes ? » et « Jusqu'à quel point sont-elles remises en question ? » (1971, p. 203). La première question indique nettement une approche externe, tandis que la seconde fait référence à la manière dont les journalistes contestent le contrôle des sources.

(26) TUNSTALL, 1970, pp 43-44

(27) TUNSTALL, 1971, pp 185-186

(28) *Ibid*, p 170

(29) *Ibid*, p 202

Mais cette dernière comporte également une dimension externe, qui porte sur la façon qu'ont les sources d'information de contester réciproquement leur contrôle – et c'est précisément sur ce point que nous avons besoin de constituer un modèle d'étude

Gans, pour sa part, observe que « les rapports entre la source et le journaliste correspondent à () une lutte acharnée alors que les sources s'efforcent de "manipuler" l'information en se présentant sous leur meilleur jour, les journalistes, eux "manipulent" les sources afin de leur extorquer les renseignements qui les intéressent » (30) Cette interprétation présuppose une approche instrumentale du traitement de l'information, dans laquelle chaque camp a recours à des stratégies pour servir ses objectifs Gans perçoit les médias comme globalement passifs, et l'avantage stratégique revient donc aux sources Ce point de vue est partagé par d'autres chercheurs (30 bis) Gans identifie un certain nombre de facteurs qui, selon lui, caractérisent les relations sources/médias, et c'est ainsi qu'il se rapproche le plus de la constitution d'un modèle

Le stimulus essentiel consiste dans le désir de mettre l'information dans le domaine public, ce stimulus pouvant se présenter du côté pile, volonté de secret Le pouvoir est un deuxième facteur

« Alors qu'en théorie les informations peuvent émaner de tout le monde, en pratique leur sélection et leur choix par les journalistes reflètent les hiérarchies existant dans la nation et dans la société Le président des Etats-Unis bénéficie d'un accès instantané à tous les médias, les personnes sans pouvoir, elles, doivent transgresser l'ordre établi pour parvenir à se faire entendre » (31)

En principe, les puissants peuvent se contenter de « créer une information appropriée », et ils n'ont pas à se « forcer

un passage dans les listes de reportages possibles » La pratique inverse, l'exercice négatif de ce pouvoir, consiste à refuser l'accès à l'information, ce qui, pour Gans, est la « première forme de censure » (32) Il n'existe pas de réelle différence entre le premier et le second facteurs proposés ils tombent tous deux à l'intérieur de la proposition selon laquelle la gestion de l'information comme le secret sont une des fonctions du pouvoir

Gans suggère un troisième facteur l'importance des moyens financiers pour ceux qui servent de sources d'information Le fait qu'ils ne soient généralement pas payés pour cette intervention introduit un clivage de classe implicite sous la forme, à la fois, d'une autosélection des fournisseurs d'information et d'un choix des médias axé préférentiellement sur des individus ou des groupes donnés A cela se rattache le quatrième point, à savoir le rôle de la proximité sociale et géographique en tant que mécanisme de sélection le manque de relations condamne à l'échec la plupart des candidats au statut de sources, et la concentration géographique de la récolte de l'information par les médias A l'instar de Sigal et Hall, Gans conclut que l'insistance des médias sur « les sources efficaces et autorisées » conduit à un « modèle cumulatif de ce qui est utilisable et de ce qui convient », lequel modèle « fait des personnages officiels les sources les plus fréquemment et les plus régulièrement utilisées » (33) Cette conception donne manifestement sa place au concept d'accès structuré qui se trouve au cœur de l'approche structuraliste Elle est toutefois parfaitement compatible avec l'engagement de Gans dans un système pluraliste et avec son souci de voir diffusées des informations « pluralistes » pour confectonner un antidote aux exclusions actuelles

En dépit de leur terminologie ethnomé-

(30) GANS, 1979, p 117

(30 bis) GOLDING et MIDDLETON, 1982, SIGAL 1986

(31) *Ibid*, p 119

(32) *Ibid* p 220

(33) *Ibid* p 145

thodologique, les arguments proposés par Molotch et Lester se rapprochent de ceux de Gans. Ils voient l'activité des sources (qu'ils appellent la « promotion ») comme visant principalement à faire coïncider les priorités des médias avec leurs propres besoins dans le domaine de la propagande comme du secret. Leurs actions ont leur chance maximale d'aboutissement, disent ces auteurs, lorsqu'elles entrent dans la configuration des « événements de routine » – ceux-ci étant opposés aux « scandales » et aux « accidents » qui, par définition même, sont imprévisibles et donc moins faciles à contrôler par ceux qui détiennent le pouvoir.

Là encore, on retrouve la notion clé de l'accès structuré. Ceux qui bénéficient de l'« accès habituel » sont généralement

« des membres importants du gouvernement, les principaux représentants des corps constitués et, dans une mesure moindre, certaines personnalités prestigieuses. Ces gens doivent prendre soin de maintenir en vie leur podium [sic] et d'organiser l'information de manière à ce que leurs objectifs n'aient pas à pâtir de la lutte incessante pour se gagner de l'audience () En dépit du combat qui fait rage entre les groupes et à l'intérieur de ceux-ci, l'accès habituel est généralement l'apanage de ceux qui jouissent d'une extrême richesse ou d'autres sources institutionnelles de pouvoir () Le phénomène de l'accès habituel a une part importante dans la création et le renforcement des relations de pouvoir existantes » (34)

La principale position de rivalité située à l'extérieur des sièges du pouvoir échoit, d'une part, à ceux qui obtiennent l'accès par la « perturbation » (une catégorie fourre-tout, trop vaste pour être édifiante), et, d'autre part, à ceux qui ont un accès « direct » (parce qu'ils font partie de médias engagés dans des processus de campagnes ou d'enquêtes). L'importance essentielle des scandales ou des accidents, nous dit-on, vient de ce qu'ils révèlent la face cachée du pouvoir, normalement

« délibérément obscurcie par ceux qui ont la possibilité de créer des événements de routine », admis comme ayant une portée stratégique (35)

La sociologie empirique du journalisme partage donc totalement les idées du structuralisme sur les avantages stratégiques qui procure le pouvoir politique et économique en ce qui concerne les sources d'information. Mais elle se garde généralement de caractériser ces avantages comme étant une « première définition », puisqu'elle reconnaît – bien que cela ne soit nulle part totalement explicité – le phénomène de recherche active de l'avantage de la définition par ceux qui tentent de se frayer un accès après des médias. Les sources d'information doivent marquer des buts pour accéder aux médias, même si les règles du jeu les inscrivent déjà comme des « autorités légitimes » habituelles. Cette conception contraste avec la notion structuraliste d'accès accrédité « automatique », qui autorise l'idée de « première définition ». En bref, la sociologie empirique du journalisme fait régulièrement appel à un concept non articulé d'action stratégique.

Les études empiriques, cependant, n'ont pour l'essentiel pas réussi à sonder les formes d'action adoptées par les sources non officielles. Même si la sociologie du journalisme est manifestement incitée à mettre en œuvre un schéma plus englobant, le fait de n'avoir pas réussi à pousser la recherche au-delà des limites actuelles a entraîné une pénurie d'investigations suivies sur la compétition des sources non officielles ou sur l'organisation des stratégies visant les médias à l'intérieur des groupes de pression. Les rares fois où ces sujets ont été abordés, c'était apparemment plus à partir des rapports qu'en faisaient les journalistes que de ce qu'en disaient les groupes eux-mêmes. Il existe donc des raisons théoriques et empiriques qui poussent à examiner le comportement réel des sources d'information. Mais quelle devrait en être l'approche théorique ?

(34) WOLOTCH et LESTER, 1974, p. 107

(35) *Ibid.*, pp. 109-111

Définir un modèle

L'élan qui a présidé à la remise en chantier de la question des sources a son origine dans le processus même d'une recherche mettant en lumière le besoin de trouver une conceptualisation appropriée pour accompagner son cheminement empirique. L'investigation des domaines institutionnels du crime, du droit et de la justice a permis d'élargir l'éclairage, focalisé par convention sur les organismes d'application de la loi et sur l'administration judiciaire comme étant les seules sources d'information représentant une quelconque valeur. Il était nécessaire d'en savoir plus sur l'organisation des opérations menées en direction des médias par le groupe de pression ou le lobby sur des sujets tels que la réforme des prisons, les libertés civiques, les attributions de la politique, les procédures de la justice pénale, et ainsi de suite.

Ce serait agréablement simple si les sources d'information pouvaient être classées dans les catégories « officielles » et « non officielles » et que les choses en restent là. Malheureusement, le travail sur le terrain a révélé que le problème était un peu plus compliqué. Pour donner un exemple, certains groupes intéressés par la réforme des prisons, comme l'Association nationale pour la prise en charge et la réinsertion des délinquants (National Association for the Care and Resettlement of Offenders) sont directement subventionnés par le ministère de l'Intérieur tout en étant présumés prendre parfois des positions en contradiction avec la politique officielle. Comment caractériser des sources de ce genre ? Elles sont de manière évidente dans l'orbite de l'Etat, mais conservent cependant une marge d'autonomie. Même si, dans un sens, elles sont paraétatiques, il serait indûment réducteur de les ranger dans la seule catégorie fourre-tout des « premiers définisseurs ». Toujours dans le domaine de la réforme des prisons, des questions similaires se posent quand on observe les activités des fonctionnaires d'Etat de la Fédération de la police ou de l'Association des

gardiens de prison. Dans certaines circonstances les groupes de ce type peuvent réagir comme n'importe quel syndicat et essayer d'améliorer leur rapport de forces au sein des négociations. Là encore, même si l'on reconnaît leur proximité avec l'appareil d'Etat, il serait réducteur de gommer leurs positions, qui s'écartent de la politique officielle.

Cependant, ainsi qu'il a été démontré, il n'existe pas de modèle conséquent d'une analyse externe centrée sur la stratégie des groupes de pression visant les médias. Mon objectif a été de mettre au point un système capable de rendre compte des activités des sources non officielles sous une forme qui ne les exclut pas de la théorie et ne se contente pas non plus de les prendre en considération du seul point de vue média-centrique des producteurs de l'information. Simultanément, je reconnais l'évidence compulsive du rôle joué par l'Etat comme source centrale de définition. Rôle d'autant plus important que l'étude portait sur le problème de l'ordre social et légal.

Il est par conséquent nécessaire d'envisager les sources comme étant des éléments occupant des domaines où s'exerce une compétition pour l'accès aux médias mais dans lesquels les avantages matériels et symboliques sont inégalement distribués.

Cependant, cette inégalité ne signifie pas que les plus privilégiés assurent leur statut de « premiers définisseurs » par la seule vertu de leur position. S'ils l'assurent c'est plutôt par suite d'une action stratégique couronnée de succès dans un domaine imparfaitement compétitif. Pour cette raison, il est important de faire le relèvement des moyens par lesquels les sources poursuivent leurs objectifs lorsqu'elles contribuent à ce que Gusfield (1981) a nommé une « culture publique » qui n'exclut pas les points de vue oppositionnels ou alternatifs. C'est ainsi que, tout en acceptant évidemment le principe selon lequel l'Etat domine la couverture des actualités institutionnelles, nous pensons qu'il n'est pas déplacé de se poser des questions sur les groupes opposés, dif-

féremment dotés pour peser sur la mise au point et sur la modification des programmes politiques

Certaines idées de Pierre Bourdieu sont particulièrement bien venues ici, en particulier la notion de « champ intellectuel ». Ce concept a une portée très générale, a été appliqué à un large éventail de pratiques culturelles, et est applicable à l'évidence aux produits des médias, du point de vue production et consommation. Je l'ai déjà utilisé ailleurs pour analyser l'agencement des positions dans le débat concernant la violence politique et les médias (36). Selon Bourdieu, (37) un « champ intellectuel » doit être considéré comme « un système de relations sociales dans lesquelles s'accomplit la création comme acte de communication ». Bourdieu est convaincu que la production culturelle est déterminée matériellement, mais sous une forme qui tient compte de la manière dont les déterminismes ne deviennent détermination spécifiquement intellectuelle qu'en se réinterprétant selon la logique spécifique du champ intellectuel dans un projet créateur (38).

Cette position (non-réductionniste) implique que les institutions et les acteurs culturels ne possèdent effectivement pas une autonomie complète par rapport aux processus fondamentaux de la production sociale mais que, néanmoins, ils opèrent selon des pratiques empreintes d'une logique culturelle distincte. Chaque champ intellectuel est structuré en termes de « thèmes et problèmes » incontournables et, selon ce principe, composé d'alignements intellectuels antagonistes engagés dans des combats ayant pour finalité d'imposer leurs normes culturelles à une fraction plus ou moins étendue du champ intellectuel » (39). Au centre de cette sorte de conflits se trouve l'effort incessant pour

faire prévaloir une orthodoxie de l'interprétation des positions et produits culturels. Dans le cadre d'une sociologie de ce type, la forme la mieux adaptée aux objectifs présents est donc la lutte de classe, ou de fractions de classes, pour la domination au niveau du symbole.

Les arènes institutionnelles des procédures de la justice pénale, qui constituent un point de convergence pour la compétition entre les organismes étatiques, paratétatiques et non-officiels, sont plus ou moins reliées à un certain nombre de champs intellectuels se chevauchant et concernés par la loi, l'ordre social, la criminalité et l'emprisonnement, et ainsi de suite. A l'intérieur de ce type de structure, la question prétendument « pluraliste » touchant la manière dont les diverses organisations se disputent l'espace des médias semble presque impropre. La poser nécessite peu s'en faut que l'on ignore « les termes implicites préétablis de la lutte d'influence », comme diraient certains (40). Nous pouvons par contre nous ranger pleinement derrière l'opinion de Bourdieu selon laquelle le champ du débat « se délimite par rapport au contexte du champ de la *dōxa*, l'agrégat de présuppositions que les adversaires considèrent comme allant de soi et ne faisant pas partie du domaine débattu » (41), qui relaie une description de concentrations de pouvoir.

Une supériorité signalée de cette position par rapport à la conception de Hall mettant en jeu la « première définition » est la place centrale accordée à la notion d'action stratégique, à l'idée selon laquelle les acteurs culturels utilisent dans la compétition leurs différentes formes de capital comme des ressources susceptibles d'accroître leur capital futur « Les transformations de la structure du champ sont le produit de stratégies de conservation ou

(36) SCHLESINGER et LUMLEY, 1985

(37) BOURDIEU, 1971, p. 161 (1966 : p. 865)

(38), *Ibid.*, p. 185. Ce texte de Bourdieu : « Champ intellectuel et projet créateur » est paru dans les Temps modernes n° 246 (1966) passage cité, p. 865

(39) *Ibid.* p. 175 (p. 888)

(40) WESTERGAARD, 1977, p. 100

(41) BOURDIEU, 1975, p. 34 (1966 en français, p. 905)

(42) *Ibid.* p. 25

de subversion dont l'orientation et l'efficacité sont fonction des caractéristiques des positions occupées à l'intérieur de ce champ par ceux qui les mettent en œuvre » (42) Bourdieu distingue ici la position de ceux qui jouissent de la dominance (et qui mettent en œuvre des « stratégies de conservation » dans le respect des institutions et des publications dans lesquelles ils ont des intérêts) et la position des nouveaux entrants (qui mettent en œuvre soit des « stratégies de succession », en essayant de placer à l'avant du jeu établi au moyen d'innovations limitées, soit des « stratégies de subversion » plus risquées, en attaquant le système)

Il est clair qu'il s'agit là de notions plutôt schématiques des stratégies disponibles et l'on peut se demander si cette catégorisation suffirait à balayer le champ d'une quelconque analyse empirique. Cependant, la vertu principale du schéma de Bourdieu réside dans la conception de la domination comme étant le fruit d'une guerre de positions continue impliquant la mobilisation de ressources dans un processus en évolution. Pour parler différemment, la « première définition » est un aboutissement plutôt qu'une donnée totalement prédéterminée structurellement. Dans ce sens, les sources d'information peuvent être considérées comme des « entrepreneurs politiques » qui, dans un cadre instable de contraintes, tentent d'utiliser au mieux les ressources dont ils disposent (43). Le but de cet « entrepreneurship » est d'atteindre les différents publics concernés par le processus politique en influant sur son déroulement, de donner la forme recherchée à l'interprétation des questions qui se posent, et de répondre à tout événement qui, d'une manière ou d'une autre, peut nécessiter le recours à une source d'information.

Quel que soit le modèle, nous avons besoin d'un mètre-étalon théorique comme point de départ de l'analyse de la réalité. Un point de départ admissible consiste à se demander dans quelle mesure l'action de la source d'information se conforme à un *calcul à visée utilitaire* en

fonction duquel l'information est façonnée dans l'optique d'une utilisation par les médias. Une telle question peut mettre en relief les stratégies internes des sources d'information et leurs critères spécifiques d'efficacité. Les conditions minimum requises pour que la question ait quelque validité sont à mon avis les suivantes :

1 – la source doit être détentrice d'un message bien défini, articulé selon les meilleurs critères de satisfaction des valeurs journalistiques,

2 – elle doit avoir, pour placer ce message spécifique, déterminé quels étaient les médias les plus appropriés et, dans le public de ces médias, la tranche concernée,

3 – elle doit avoir réuni autant que possible les conditions préalables à la « réussite » de la communication, par exemple en se ménageant des contacts bienveillants ou en captant l'attention en tant qu'informateur potentiel,

4 – elle doit avoir prévu ou neutralisé d'avance les réactions de l'opposition (par des jugements astucieux, le discrédit, etc.)

Quand on essaie de comprendre les stratégies des sources d'information, il est crucial d'évaluer le rôle joué par les ressources dont elles disposent. Tout d'abord, leur niveau institutionnel est un facteur très important. Dans le contexte de l'étude sur la criminalité, le droit et la justice dont nous parlons, les appareils de l'Etat (tels que le ministère de l'Intérieur et la Police de Londres) sont, sur ce plan, les plus avantagés parce qu'ils sont le lieu « consacré » d'une activité permanente à propos de laquelle il est important de diffuser de façon continue une information officielle. Dans le même champ institutionnel, disputant à ces appareils l'espace des médias, on trouve les groupes de pressions reconnus – tels que la Ligue des droits de l'homme (National Council for Civil Liberties [NCCL]) et la Ligue Howard pour la réforme pénale (Howard League for Penal Reform) – qui, cependant, ne disposent pas de fondements aussi sûrs. A l'autre bout du continuum, se découvrent

(43) PADIOLEAU, 1982, pp 23-31

les acteurs ayant le plus bas niveau institutionnel, nés de conjonctures très spécifiques, représentés par des groupes *ad hoc* orientés sur une question, ou des groupes dont la base d'appui est étroite ou faible (tels que les groupes d'assistance aux victimes ou les groupes de contrôle de la police) J'ai déjà souligné la complexité supplémentaire introduite par les associations relativement autonomes, mais subventionnées par l'Etat et par les regroupements catégoriels de fonctionnaires

Deuxième facteur le *support financier* dont dispose un acteur donné Les acteurs politiques accordant de plus en plus d'importance à la stratégie par rapport aux médias, le montant du surplus qu'une organisation consacre au symbole passant par les médias devient un élément d'efficacité déterminant Oscar Gandy a fait observer qu'un lien économique relie les sources d'information et les reporters

« Les primes à l'information revenant aux journalistes et autres portiers dépendent de règles économiques simples Les journalistes ont besoin de recueillir de l'information, celle-ci est cependant définie, et faire appel aux sources de routine est le moyen le plus simple de l'obtenir () la performance des primes à l'information dispensées aux cibles choisies par le pourvoyeur de primes est étroitement liée au montant des ressources dont il dispose » (44)

Les organismes d'Etat et les corps constitués importants sont les mieux pourvus en primes à l'information de ce type et on peut avancer en toute plausibilité que cet avantage influence de façon significative la couverture par les médias Gandy nous propose d'appliquer à l'évaluation de la « productivité » des primes à l'information les instruments de l'analyse des coûts et bénéfices Il nous suggère également d'« établir un relevé du mouvement de l'information primée à partir de ses sources en direction de diverses cibles à différents niveaux du système politique »

afin de dévoiler « l'existence de *stratégies* qui caractérisent certains acteurs ou catégories d'acteurs du processus politique » (45)

Pour prendre le dernier point, les preuves sont certainement suffisantes pour que l'on puisse dire que des stratégies visant les médias existent effectivement sans devoir ajouter la moindre proposition inductrice, encore que l'opération ne serait pas inintéressante en soi En ce qui concerne l'application pure et simple de l'analyse des coûts et bénéfices, en dépit de sa valeur heuristique, il conviendra de se montrer prudent La raison en est qu'il est très difficile d'appliquer des critères non ambigus aux résultats obtenus dans le domaine des objectifs de communication et, même, à ces objectifs pris isolément Même lorsque, disons, le ministère de l'Intérieur et la police se sont investis dans une stratégie de relations publiques et de rapports avec les médias, cette stratégie peut être confrontée à une limitation budgétaire interne l'opération est incomplète de même que, par voie de conséquence, son évaluation Et, alors que la télévision est souvent considérée comme le médium le plus puissant, le matériel le plus facilement récolté et assimilé provient de la presse

Il est clair que pour le secteur du bénévolat, dont le financement est perpétuellement problématique et qui s'appuie sur des idéalistes mal rémunérés, la position est beaucoup plus inconfortable C'est alors qu'il devient très intéressant du point de vue sociologique de voir quel type d'investissement est consacré à la stratégie vis-à-vis des médias et ce qui en est espéré Les critères de réussite peuvent cependant être encore plus vagues et les objectifs bien plus restreints Comme pour les sources officielles, on peut découvrir ici une curieuse juxtaposition entre une foi profonde dans le pouvoir de la télévision et une réelle ignorance de ce qui se passe à l'écran

(44) GANDY, 1980, p 106

(45) *Ibid*, pp 113-114

(46) ZALD et MACCARTHY, 1980

Dans le cas des groupes de pression la question de la compétition se présente encore dans un autre contexte. Lorsqu'il faut assurer la couverture d'une arène institutionnelle donnée sur la base de maigres ressources réparties entre des groupes qui rivalisent à l'intérieur de « l'industrie du mouvement social », il devient tout à fait pertinent de parler de stratégies de « différenciation des produits » (46). Cependant, des stratégies de coopération se font également jour là où les objectifs politiques coïncident (par exemple lorsqu'ils concernent une partie de la législation), plusieurs groupes peuvent s'allier pour mettre ensemble en œuvre une stratégie portant à la fois sur les manœuvres politiques et sur l'activité en direction des médias.

Les rapports existants entre les mouvements sociaux et l'activité médiatique mériteraient d'être bien plus approfondis qu'ils ne l'ont été mais il existe des aperçus sur la manière dont la couverture journalistique peut exagérer les contradictions internes de ces mouvements. Todd Gitlin (47) a analysé la campagne des opposants américains à la guerre du Vietnam en utilisant un modèle basé sur l'interaction mouvement de masse-médias et en attirant l'attention sur les procédés par lesquels les médias définissaient des cadres d'interprétation de la Nouvelle Gauche, qu'ils réajustaient continuellement. Il a fait la démonstration de l'impact de ces médias sur le fonctionnement interne de la gauche étudiante et montré, en particulier, que leur recherche de sources d'information transformait des inconnus en célébrités et alimentait ainsi des luttes entre chefs avec les effets déstabilisants que ces luttes supposent. Gitlin a également dépeint les illusions entretenues par la Nouvelle Gauche concernant les moyens par lesquels ses stratégies en direction des médias pouvaient influencer le programme politique.

Une ressource additionnelle est constituée par le *capital culturel* sous la forme de la légitimité, de l'autorité et de la respectabilité et par les contacts que celles-ci

apportent. Ce capital culturel dépend de la position occupée par la source dans le champ institutionnel. Le facteur crédibilité introduit de façon manifeste et directe la perception des médias concernant les diverses sources et les méthodes empiriques pour influencer cette perception. Les sources officielles n'ont pas forcément besoin d'être crues mais doivent obligatoirement être prises au sérieux. Les sources non officielles sont tenues par conséquent d'acquiescer une crédibilité à force de stratégies plutôt développées, stratégies dans lesquelles l'aura qui entoure les experts prend toute son importance. Ce type de questions portant sur les institutions introduit directement des interrogations sur la manière dont les sources utilisent les différentes formes de discours en vue de faire passer leurs messages.

Nous nous sommes donc livrés à quelques considérations à propos d'un modèle d'étude de l'activité des sources d'information. Fondamentalement, l'intérêt de ce type d'investigation réside dans le fait qu'il produit des résultats sociologiquement intéressants. Laissez-moi vous en offrir un petit nombre d'exemples. Anthony Giddens tient beaucoup à l'idée que « les êtres humains règlent leur conduite de façon réfléchie en fonction de la connaissance qu'ils ont des circonstances entourant leur activité » (48).

L'activité des sources, dans un contexte de compétition où les chances sont inégales, se conforme bien à une telle observation. Cette activité ne cesse de s'affiner. En ce qui concerne les groupes de pression, par exemple, la stratégie efficace mise en œuvre à l'adresse des médias par le Groupe d'action en faveur des enfants pauvres (Child Poverty Action Group) a fait école et a été appliquée dans le domaine de la justice pénale. Certains groupes peuvent s'attacher à se créer un profil compétitif : c'est le cas des Douanes britanniques (HM Customs) qui, de propos délibéré, sont entrées en concurrence avec la police pour une couverture médiatique,

(47) GITLIN, 1980

(48) GIDDENS, 1979, p. 254

le cas aussi des gardiens de prison qui, très consciemment, ont tiré des leçons des erreurs des autres. Une deuxième manifestation de cette conduite réfléchie apparaît dans la manière dont les stratégies *anticipées* des concurrents sont incorporées dans les stratégies en cours en direction des médias. Le ministère de l'Intérieur, par exemple, agira en fonction des réactions qu'il prévoit de la part de la Ligue des droits de l'homme (National Council for Civil Liberties [NCCL]), procédé qui soulève encore d'autres questions sur la nature de la « première définition ». Toujours dans le même ordre d'idées, la façon d'apporter des *réponses* aux interventions des autres dans un domaine donné fait partie de la stratégie de certaines sources qui tentent alors, parce que ceci prend une grande importance, de maîtriser le rythme et la chronologie. De plus, les stratégies ne sont pas forcément conçues pour viser le public en général. Certains messages sont tout autant d'ordre privé que public, comme l'a bien fait ressortir Sigal (49), examinant les « manœuvres de la presse d'information ». Un exemple peut être tiré de notre propre étude où nous montrons les Douanes faisant preuve de tempérament (via la télévision) à l'intention du ministère de l'Intérieur comme argument parmi d'autres pour obtenir des moyens supplémentaires.

Remarques de conclusion

Les observations ci-dessus ne sont qu'un synopsis de ce que l'on peut apprendre à propos des stratégies des sources d'information. Un travail de cette sorte nous conduirait inévitablement vers des questions plus larges concernant la nature de la gestion l'information dans la

société, de la part de groupes disposant d'un pouvoir inégal, et par conséquent, d'un accès inégal aux systèmes de production et de diffusion des nouvelles. Ce type d'investigation ne peut éviter de se centrer sur les appareils de l'Etat qui, effectivement, comme le disent les théoriciens de la notion de domination, jouissent d'un accès privilégié aux médias. Cela ne signifie pas cependant qu'il faille ignorer les activités des autres sources d'information et se priver ainsi sans raison valable de la connaissance empirique des moyens employés dans la bataille pour l'accès aux médias. A ceux qui considèrent qu'il s'agit là d'un exercice aride de micropolitique, nous pouvons seulement rétorquer que les conditions de survie des positions non conformistes ont une importance cruciale pour l'ensemble de la vie publique en général – et cela d'autant plus dans le contexte de censure croissante affligeant la Grande-Bretagne.

Je voudrais en plus suggérer qu'une obsession de type technique portant sur le fonctionnement de la « société de l'information » et privilégiant exclusivement les questions de régulation par l'économie et par la légalité formelle ne ferait que limiter notre compréhension. Il semble toujours davantage nécessaire d'appliquer à la sociologie de l'information une politique élargie lorsque se posent des questions aujourd'hui essentielles comme, *inter alia*, le secret officiel, la censure, la propagande, et les impératifs politiques qui se cachent derrière la transformation de la loi sur l'information et sur les médias, avec un impact potentiel de grande envergure sur les relations entre les sources d'information et les médias.

*Traduit de l'anglais par Edith ZEITLIN
avec Suzanne RIZZI*

(49) SIGAL, 1973, chapitre 7

RÉFÉRENCES

- BOURDIEU, P (1971) "Intellectual Field and Creative Project", pp 161-88 In M F D Young (ed), *Knowledge and Control New Directions for the Sociology of Education* London Collier-Macmillan
- V-O "Champ intellectuel et projet créateur" in *Les temps modernes* n° 246 novembre 1966, pp 865-906
- BOURDIEU, P (1973) "The Berber House", pp 98-110 In M Douglas (ed), *Rules and Meanings* Harmondsworth Penguin Education First published 1971
- BOURDIEU, P (1975) "The Specificity of the Scientific Field and the Social Conditions of the Progress of Reason", *Social Science Information*, 14 (6) 19-47
- BOURDIEU, P (1977) *Outline of a Theory of Practice* Cambridge Cambridge University Press
- BOURDIEU, P (1986) *Distinction A Social Critique of the Judgement of Taste* London Routledge & Kegan Paul
- ELLIOTT, P and SCHLESINGER, P (1980) "Eurocommunism Their World or Ours ?", pp 37-73 in D Childs (ed), *The Changing Face of Western Communism* London Croom Helm
- GANDY, O (1980) "Information in Health Subsidised News", *Media, Culture and Society*, 2 103-15
- GANDY, O (1982) *Beyond Agenda-Setting* Norwood, NJ Ablex
- GANDY, O H , Jr (1987) "A Research Agenda for the Information Age", pp 30-5 in M Gurevitch and M R Levy (eds), *Mass Communication Review Yearbook*, vol 6 Beverly Hills, CA, and London Sage
- GANS, H J , (1979) *Deciding What's News A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time* New York Pantheon Books/London Constable
- GIDDENS, A (1979) *Central Problems in Social Theory* London Macmillan
- GIDDENS, A (1981) *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, vol I, *Power, Property and the State* London Macmillan
- GIDDENS, A (1984) *The Constitution of Society Outline of the Theory of Structuration* Cambridge Polity Press
- GIDDENS, A (1985) *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, vol II, *The National State and Violence* Cambridge Polity Press
- GIDDENS, A (1987) "Living in the Interregnum in Conversation with A Giddens (and Others)", pp 102-19 in B Bourne, U Eichler and D Herman (eds), *Voices Modernity and its Discontents* Nottingham Spokesman
- GITLIN, T (1980) *The Whole World is Watching Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left* Berkeley, CA University of California Press
- GUREVITCH, M , BENNETT, T , CURRAN, J and WOOLLACOTT, J (eds) (1982) *Culture, Society and the Media* London Methuen
- HALL, S (1980) "Coding and Encoding in Television Discourse", pp 128-38 in S Hall, D Hobson, A Lowe and P Willis, (eds), *Culture, Media, Language* London Hutchinson
- HALL, S (1986) "Media Power and Class Power", pp 5-14 in J Curran, J Ecclestone, G Oakley and A Richardson (eds), *Bending Reality The State of the Media* London Pluto Press
- HALL, S , CRITCHER, C , JEFFERSON, T , CLARKE, J and ROBERTS, B (1978) *Policing the Crisis Mugging, the State and Law and Order* London Macmillan
- MCQUAIL, D (1978) "The Historicity of a Science of Mass Media", text of an Inaugural Lecture, University of Amsterdam, 6 Nov
- MCQUAIL, D (1987) *Mass Communication Theory An Introduction*, 2nd edition London Sage
- MCQUAIL, D and SIUNE, K (1986) *New Media Politics* London Sage
- MOLOTCH, H and LESTER, M (1974) "News as Purposive Behavior On the Strategic Use of Routine Events, Acci-

dents and Scandals", *American Sociological Review*, 39 (Feb) 101-112

PADIOLEAU, J G (1982) *L'Etat au concret* Paris Presses Universitaires de France

SCHLESINGER, P , (1977) "Newsmen and their Time-Machine", *British Journal of Sociology*, 28 (3) 336-50

SCHLESINGER, P , (1987a) "On National Identity Some Conceptions and Misconceptions Criticized", *Social Science Information*, 26 (2) 219-64

SCHLESINGER, P , (1987b) *Putting "Reality" Together BBC News*, London Methuen, First Published 1978

SCHLESINGER, P , and LUMLEY, B , (1985) "Two Debates on Political Violence and the Mass Media The Organisation of Intellectual Fields in Britain and Italy", in T A van Dijk (ed), *Discourse and Communication New Approaches to the Analysis of Mass Media Discourse and Communication* Berlin De Gruyter

SCHLESINGER, P , MURDOCK, G , and ELLIOTT, P , (1983) *Televising "Terrorism" Political Violence in Political Culture*, London Comedia

SIGAL, L V , (1973) *Reporters and Officials The Organization and Politics of Newsmaking*, London D C Heath

SIGAL, L V , (1986) "Who ? Sources

Make the News", in R K Manoff and Schudson (eds), *Reading the News*, New York Pantheon Books

TUNSTALL, J , (1970) *The Westminster Lobby Correspondents A Sociological Study of National Political Journalism*, London Routledge & Kegan Paul

TUNSTALL, J , (1971) *Journalists at Work Specialist Correspondents, their News Organizations, News Sources and Competitor-colleagues*, London Constable

TUNSTALL, J , (1977) *The Media are American*, London Constable

TUNSTALL, J , (1983) *The Media in Britain*, London Constable

VILLAFANE, J , BUSTAMANTE, E , and PRADO, E , (1987) *Fabricar Noticias las Rutinas Productivas en Radio y Televisión*, Barcelona Editorial Mitre

WESTERGAARD, J , (1977) "Power, Class and the Media", pp 95-115 in J Curran, M Gurevitch and J Woollacott (eds), *Mass Communication and Society*, London Edward Arnold

ZALD, M N , and MCCARTHY, J C , (1980) "Social Movement Industries Competition and Corporation among Movement Organizations", pp 1-20 in *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol III, Greenwich, CT JAI Press